

Convention collective

**IDCC : 8313. – ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES ET RURAUX
(Nord - Pas-de-Calais)
(21 septembre 1984)**

(Etendue par arrêté du 30 janvier 1985,
Journal officiel du 7 février 1985)

AVENANT N° 47 DU 5 OCTOBRE 2012

NOR : AGRS1397011M
IDCC : 8313

Entre :

L'union régionale des entrepreneurs des territoires du Nord - Pas-de-Calais,

D'une part, et

L'UR FO Nord - Pas-de-Calais ;

Le SGA CFDT 59 ;

La CFTC-Agri,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les dispositions du 3^e alinéa de l'article 46.1 « Garantie incapacité de travail » sont modifiées ainsi qu'il suit :

« Ces indemnités journalières complémentaires sont versées à compter :

- du 1^{er} jour d'arrêt de travail en cas d'accident du travail, d'accident de trajet ou de maladie professionnelle ;
- du 8^e jour d'arrêt de travail en cas de maladie ou d'accident de la vie privée. »

Article 2

Les dispositions du « A. – Cotisations » de l'article 46.4 « Dispositions communes » sont abrogées et remplacées par les suivantes :

« A. – Cotisations

1. Assiette

Les cotisations finançant les garanties sont appelées dès l'entrée du salarié dans une entreprise relevant du champ d'application de la présente convention, sur la base des rémunérations brutes limitées à 4 fois le montant du plafond annuel de la sécurité sociale servant au calcul de l'assiette des cotisations d'assurances sociales.

2. Taux de cotisations et répartition

Pour tous les employeurs et les salariés, le taux global de cotisations destinées au financement des prestations est de 1,29 %, ainsi réparti :

Détail des cotisations par garantie et répartition employeur/salarié

(En pourcentage.)

| GARANTIE | TAUX | EMPLOYEUR | SALARIÉ |
|-------------------------|------|-----------|---------|
| Décès | 0,40 | 0,24 | 0,16 |
| Incapacité de travail : | | | |
| Mensualisation | 0,41 | 0,41 | – |
| Relais mensualisation | 0,11 | – | 0,11 |
| Invalidité | 0,37 | 0,20 | 0,17 |
| Total | 1,29 | 0,85 | 0,44 |

En sus de ces cotisations, l'employeur versera une cotisation de 0,14 % exclusivement à sa charge et destinée au financement de l'assurance des charges sociales patronales. »

Article 3

La loi du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites a introduit des dispositions visant à relever, de manière progressive, l'âge de départ à la retraite.

Afin de prendre en compte les impacts de cette mesure sur le régime de prévoyance, il est ajouté à l'article 2 du présent avenant un paragraphe 3, intitulé « Prise en compte du recul de l'âge de départ à la retraite » rédigé ainsi qu'il suit :

« 3. Prise en compte du recul de l'âge de départ à la retraite

« Afin de prendre en compte les effets de la loi portant réforme des retraites sur la durée de service des prestations incapacité temporaire de travail et/ou invalidité, il est instauré une cotisation exceptionnelle et temporaire de 0,13 % des rémunérations brutes telles que définies à l'article 46.4 "Dispositions communes", "A. Cotisations", "1. Assiette", qui s'ajoute au taux de cotisation du régime.

Cette cotisation exceptionnelle et temporaire sera répartie entre l'employeur et le salarié, soit 0,06 % à la charge de l'employeur et 0,07 % à la charge du salarié.

Cette cotisation sera prélevée pendant une durée de 36 mois.

A l'issue de cette période, la cotisation exceptionnelle et temporaire cessera d'être appelée. »

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Article 5

Le présent avenant entrera en vigueur au plus tôt le 1^{er} janvier 2013, sous réserve de la publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel* au plus tard le 15 décembre 2012.

A défaut d'entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2013, l'avenant sera applicable au premier jour du trimestre civil qui suit la publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Fait à Lille, le 5 octobre 2012.

(Suivent les signatures.)